

De retour au Liban, Hariri annonce que sa démission est en suspens

- De retour à Beyrouth, Hariri annonce que sa démission est en suspens.
- Il a participé, hier, à l'anniversaire de la fête de l'Indépendance du Liban.
- Quel est le poids réel du Hezbollah dans ce pays? Eclairage.

A savoir

Saad Hariri avait justifié sa démission en dénonçant la "mainmise" de l'Iran et du mouvement chiite Hezbollah, membre de son gouvernement, sur les affaires du Liban.

Cette annonce a fait craindre une crise politique majeure, sur fond de lutte d'influence régionale entre l'Arabie saoudite, dirigée par une monarchie sunnite, et l'Iran chiite.

Michel Aoun, le président libanais, est allé jusqu'à accuser l'Arabie saoudite de retenir le Premier ministre en "otage", ce que l'intéressé et Riyad ont démenti.

Saad Hariri, accueilli en sauveur à Beyrouth

Reportage Mélanie Houé
Correspondante à Beyrouth

Près de trois semaines après l'annonce de sa démission fracassante de Riyad, en Arabie saoudite, le Premier ministre libanais Saad Hariri est finalement rentré au Liban. Bien que son annonce surprise ait menacé de déstabiliser le pays du Cèdre, le leader sunnite du Courant du futur a été acclamé à son retour à Beyrouth.

Hier après-midi, dans sa résidence privée, La Maison du Centre, située au cœur de la capitale, il a été accueilli en sauveur par des milliers de ses partisans, qui s'étaient rassemblés pour lui manifester son soutien et écouter son discours. "Nous sommes tous avec toi Saad", "Nous te soutiendrons jusqu'à la mort", "Merci Saad, tu as illuminé le Liban", pouvait-on lire sur des pancartes portées à bout de bras dans la foule de sympathisants.

Quelques minutes plus tôt, le Premier ministre libanais avait annoncé, du palais présidentiel de Baabda d'où il venait de s'entretenir avec le chef de l'Etat libanais, Michel Aoun, qu'il acceptait, à la demande de ce dernier, de reporter sa remise officielle de démission "en vue de plus de concertations".

"C'est l'homme de la situation, lance Kamal, un jeune soutien de Saad Hariri. Il est le seul capable de préserver

le Liban et de nous protéger aujourd'hui." "Il n'a jamais été otage de l'Arabie saoudite, ajoute Amal, une amie du jeune homme. C'était une manipulation des médias pour détourner l'attention du véritable problème qui est l'intervention du Hezbollah dans les conflits de la région."

Le report de la démission de Saad Hariri semble offrir un répit au pays du Cèdre, mais les dissensions au sein de la classe politique et de la population restent vives. La déclaration inattendue du 4 novembre du Premier ministre avait plongé le pays dans l'incertitude en le projetant en première ligne des vives tensions qui opposent l'Arabie saoudite et l'Iran à l'échelle régionale. Considérée comme dictée par le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane par le président de la République libanaise Michel Aoun en personne, la démission de Saad Hariri avait remis en question le fragile compromis présidentiel du pays, scellé un an plus tôt entre le Courant du futur de Saad Hariri, le protégé de Ryad, et le parti chiite libanais du Hezbollah, allié à l'Iran.

"Il est possible que les Saoudiens aient été conscients d'être allés trop loin dans la provocation, qu'ils aient compris que cela est contre-productif sur le long terme pour leurs intérêts et qu'ils aient aujourd'hui envoyé Saad Hariri en négociateur pour obtenir de nouvelles

conditions au pacte présidentiel”, estime Karim Sader, maître de conférences, spécialiste du Moyen-Orient à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Poursuite des pourparlers

En clair, les pourparlers amorcés par le président de la République, Michel Aoun, au lendemain de la démission surprise de Saad Hariri vont se poursuivre. Avec l'objectif clair de réaffirmer la politique de distanciation du pays du Cèdre pour le maintenir dans la stabilité. Au programme des négociations : l'intervention militaire du Hezbollah en Syrie, en Irak et au Yémen. Le secrétaire général du parti chiite libanais,

dans une intervention télévisée lundi soir, a de nouveau démenti toute implication de sa branche armée dans l'insurrection des houthis mais s'est dit “ouvert au dialogue”. “Nous entrons dans une phase de détente après l'escalade des tensions que le Liban a subies de plein fouet. L'Arabie saoudite mais également l'Iran adoptent un ton bien plus conciliant, résume l'universitaire Karim Sader. C'est à l'avantage de chacun, Ryad veut obtenir des concessions et le Hezbollah a besoin d'une couverture sunnite au Liban pour ne pas être surexposé à ses deux ennemis dans la région que sont Israël et l'Arabie saoudite.”

Le Hezbollah : quelle mainmise au Liban et quelle influence de l'Iran ?

Eclairage Vincent Braun

Pour justifier sa démission inattendue, le Premier ministre libanais Saad Hariri a invoqué la “mainmise” du Hezbollah sur la politique de son pays, ainsi que les risques pesant sur sa vie. Mais qu'en est-il vraiment de l'influence de ce mouvement islamiste devenu le premier parti chiite du Liban, tant dans les urnes qu'en termes de popularité ?

“C'est un phénomène d'une excessive magnitude, qui déborde la simple réalité chiite du pays”, résume Didier Leroy, chercheur à l'École royale militaire et auteur du livre “Le Hezbollah libanais. De la révolution iranienne à la guerre syrienne” (L'Harmattan, 2015). “C'est le parti le plus influent car, malgré sa participation minoritaire au gouvernement (deux ministres sur trente, Ndlr), il peut bloquer toute décision qui va à l'encontre de ses intérêts et de son agenda anti-Israël”, explique le chercheur.

“Le Hezbollah a la capacité d'influencer considérablement le jeu politique libanais, ne serait-ce qu'en le paralysant ou en provoquant des crises politiques ou institutionnelles”, ajoute Elena Aoun, professeure à l'UCL et chercheuse sur les conflits du Moyen-Orient. En les provoquant, et en contribuant à les résoudre. C'est par exemple grâce à son appui que Michel Aoun a pu être élu il y a un an à la présidence de la République, après deux ans et demi de vacance du poste...

Des alliés dans l'appareil sécuritaire

“Le Hezbollah doit être compris non comme un parti de gouvernement mais comme un lobby qui cherche à préserver les intérêts d'un appareil militaire. Tout est donc négociable pourvu que cela soit préservé”, estime Aurélie Daher, enseignante à Sciences-Po et à l'université de Paris-Dauphine et auteur de l'ouvrage “Hezbollah. Mobilisation et pouvoir” (Puf, 2014).

Le mouvement est d'ailleurs très bien introduit dans l'appareil sécuritaire de l'Etat, en particulier “dans la sûreté générale et dans les services de renseignement de l'armée”, précise la chercheuse. Normal pour une milice qui, dès sa création, a fait de la protection des fron-

tières libanaises et de la résistance à Israël ses raisons d'être. “Le Hezbollah s'est donné le rôle de l'armée nationale, la dimension offensive en moins, tant que l'armée libanaise n'est pas capable de l'assurer toute seule”, poursuit Aurélie Daher.

Une proximité initiale avec l'Iran

Les propos anti-Hezbollah de Saad Hariri ayant été diffusés depuis l'Arabie saoudite, dont il est très proche, il est difficile d'éluder la relation qui unit le mouvement politique et paramilitaire à l'Iran (ennemi historique de Riyad), dont le Hezbollah a la réputation d'être un instrument au service de ses visées régionales.

“C'est une vision un peu caricaturale, même si elle n'est pas dénuée de fondements”, récusé Aurélie Daher. Ce lien avec l'Iran remonte au moment de la création de la Résistance islamique au Liban (RII), prototype du Hezbollah, à la suite de l'invasion du Liban par Israël en 1982. L'un de ses fondateurs met alors à profit ses relations avec l'Iran pour obtenir l'aide logistique, financière et organisationnelle des pasdarans (les gardiens de la révolution iranienne). “Le drapeau du Hezbollah est d'ailleurs calqué sur celui des pasdarans”, note Didier Leroy. Mais la comparaison s'arrête là et le lien aussi.

“Le Hezbollah a une relation particulière avec l'Iran mais il a son propre agenda et sa propre marge de manœuvre”, souligne Aurélie Daher, pour qui l'Iran est bien moins intrusif dans la politique libanaise que dans les affaires régionales. A la différence des Saoudiens, ajoute-t-elle.

Une relation symbiotique

Elena Aoun estime aussi que c'est une erreur de penser le Hezbollah en tant qu'instrument aux mains de l'Iran. “Je parlerais d'une symbiose plutôt que d'une instrumentalisation”, propose la professeure. “Il y a une

convergence des intérêts, des idéologies, des socialisations entre ces acteurs”, poursuit-elle.

Preuve que le Hezbollah dispose d'une autodétermination : la guerre en Syrie – où la milice libanaise a joué un rôle indispensable dans le soutien et le maintien au pouvoir de Bachar al Assad – n'a fait *“qu'accroître son autonomie vis-à-vis de l'Iran et a inversé les rapports qu'il entretenait avec la Syrie”*, affirme Aurélie Daher. *“Auparavant, pour bien marquer sa place dans le trio chiïte Iran-Syrie-Hezbollah, la Syrie pouvait parasiter la relation entre le Hezbollah et l'Iran. Depuis que le mouvement l'a remis en selle durant la guerre, le régime syrien fait profil bas”*, poursuit-elle. Le partenariat entre l'Iran et le Hezbollah s'en est trouvé renforcé. *“Alors que l'Iran assurait auparavant la formation militaire du Hezbollah, c'est lui qui forme les jeunes pasdars.”*

Riyad plus intrusif que Téhéran

Les deux chercheuses se rejoignent sur le positionnement du Premier ministre libanais. *“Dans cette polarisation extrême du Moyen-Orient qui se produit entre l'Arabie saoudite et l'Iran, on peut dire que Saad Hariri est un instrument aux mains des Saoudiens”*, affirme Elena Aoun. Aurélie

Daher ne dit pas autre chose : *“Ce qui est gênant dans l'affirmation de Saad Hariri, quand il attaque le Hezbollah et la prétendue ingérence de l'Iran au Liban, c'est qu'il a été lui-même durant des années la petite main de l'Arabie saoudite dans le pays.”*

Pour elle, Riyad est bien *“plus intrusif que l'Iran dans les affaires libanaises”*. Et de citer l'exemple des émeutes sanglantes de Tripoli en 2008. *“M. Hariri (alors chef du Courant du futur, NdlR) a fait capoter une trêve qui était amenée à durer parce que l'accord avait été signé entre le Hezbollah et les groupes salafistes. Puisque ceux-ci étaient clients de Riyad, cela avait déplu à l'Arabie saoudite, qui a alors demandé à M. Hariri de faire échouer l'accord. Les affrontements avaient repris.”*

***“Le Hezbollah
a la capacité
d'influencer
considérablement
le jeu politique
libanais.”***

Elena Aoun
Professeure à l'UCL